



Mandat (art. 79s. LGC)

Formulaire de dépôt

De M^{me} / M. : *voir au verso*

Objet : Diminuer les charges de l'Etat pour maintenir le pouvoir d'achat

- Le développement sera transmis ultérieurement
Au plus tard à la session qui suit le dépôt (art. 71 b LGC)

Texte

L'Etat de Fribourg prévoit un déficit structurel de 170 Mio CHF par année dès 2026. A l'heure où plusieurs cantons voisins ont instauré des réductions fiscales, une augmentation des impôts et une perte de pouvoir d'achat serait difficilement compréhensible pour les citoyennes et citoyens sans avoir d'abord entrepris des mesures pour réduire les dépenses de l'Etat.

L'Etat doit continuer à remplir ses missions premières et offrir un service adéquat à ses citoyennes et citoyens ainsi qu'aux entreprises. Il doit également maintenir son attrait en tant qu'employeur en proposant des ajustements salariaux supportables en adéquation avec le secteur privé. Pour y parvenir, il doit à tout prix viser l'efficacité, prioriser ses tâches et demander quelques efforts supplémentaires aux employés. Nous ne sommes pas favorables à des licenciements mais estimons que l'évolution des augmentations de postes doit être revue et canalisée. Aussi nous demandons au Conseil d'Etat de mettre en place les mesures suivantes :

1. Afin de rationaliser le nombre de collaborateurs et collaboratrices dans les services, nous demandons d'introduire une période de carence de 6 mois pour les postes vacants non essentiels au fonctionnement de l'Etat avant leur mise au concours, les exceptions étant définies par le Conseil d'Etat. Une compensation des postes par des mandats externes n'est pas possible. Une fois le besoin analysé, les directions devront valider la reconduction ou la suppression du poste. Cette mesure doit être mise en œuvre de suite.
2. Afin de contenir l'évolution de la masse salariale, nous demandons que la création de nouveaux postes soit inférieure ou égale, pour les années 2026 à 2028, à l'augmentation en pourcentage de la population fribourgeoise résidente.
3. Afin d'augmenter la productivité des employés de l'Etat dans leurs tâches de base, nous demandons d'exclure des heures de travail les journées ou activités non productives telles que le temps laissé au sport ou la participation à des événements non essentiels.
4. Afin de gagner en productivité et améliorer le service aux citoyennes et citoyens, nous demandons de réorganiser le fonctionnement de l'Etat en fusionnant les services qui pourraient l'être, y compris entre directions, ou de réorganiser en équipes agiles interdisciplinaires et transversales où les décisions pratiques peuvent être prises sans passer par la hiérarchie. Enfin, nous estimons que des centres de compétences au sein de l'Etat doivent être créés pour certaines missions (comptabilité, juridique, communication, secrétariat etc.)

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

Déposé au SGC le :

N° :

5. Afin de prioriser les subventions essentielles ayant le plus d'impact et d'en limiter les coûts, nous demandons de prendre les mesures pour réduire, pour les budgets 2026-2027-2028, la limite des subventions à 39% des recettes fiscales cantonales, soit au même niveau que pour le budget 2025. Nous demandons également au Conseil d'Etat de nous proposer d'ici la fin de la législature une modification de la LSub.
6. Afin de réduire à moyen terme les coûts de l'informatique, nous demandons de prendre les mesures, notamment de standardisation, de partage de logiciels avec d'autres cantons, de synergies avec les Hautes écoles, d'externalisation et d'investissement, pour abaisser dans les 3 ans de manière pérenne les coûts de maintenance de l'informatique à 40% du budget du SITel.
7. Afin de limiter les coûts d'investissement et d'entretien futur des bâtiments de l'Etat, nous demandons, dans les projets d'assainissement, de transformation ou de construction, de supprimer les postes sans objectif fonctionnel et d'opter pour les solutions les plus économiques tenant compte des coûts de maintenance. La pondération du critère financier, y compris celui des coûts de maintenance, doit être augmenté dans les appels d'offre.
8. Afin de limiter les dépenses liées aux projets de l'Etat en cours ou à venir et celles liées aux mandats externes, nous demandons une analyse complète des projets et des mandats sous l'angle de l'adéquation de ceux-ci en lien avec les besoins, les priorités et les aspects financiers. Au terme de l'analyse, d'ici la fin de l'année, nous demandons que les projets non nécessaires soient abandonnés et que les projets non urgents soient reportés.
9. Afin de réduire les pertes et reprioriser les ressources de l'Etat, nous demandons de mettre en vente les propriétés de l'Etat (chalets, alpages, domaines agricoles, etc...) qui n'ont pas de lien avec ses fonctions principales et sa mission ou qui ne font pas partie du patrimoine historique ou culturel.
10. Afin de saisir l'opportunité d'augmenter significativement les rentrées fiscales provenant des personnes morales et physiques employées par celles-ci, nous demandons de prendre les mesures pour pouvoir accueillir de nouvelles très grandes entreprises au fort potentiel fiscal, notamment en réservant exclusivement certaines zones d'activité à cet effet et en les rendant conforme à une destination commerciale dans les plus proches délais. Nous demandons aussi au Conseil d'Etat d'être actif dès à présent pour l'acquisition d'éventuelles nouvelles zones d'activités propriété de tiers.
11. Afin d'augmenter les revenus de l'Etat sans péjorer le pouvoir d'achat des citoyennes et citoyens ni diminuer l'attractivité du canton, au cas où une augmentation des produits serait nécessaire après toutes les mesures de réduction des charges, nous demandons d'agir sur des revenus non récurrents tels que l'impôt sur les gains immobiliers.

Auteurs (10):

(cosignataires = page suivante)

Nom	Prénom	Signature
1. <u>Clément</u>	<u>Christian</u>	_____
2. <u>De Weck</u>	<u>Antoinette</u>	_____
3. <u>Bortoluzzi</u>	<u>Flavio</u>	_____
4. <u>Brodard</u>	<u>Claude</u>	_____
5. <u>Peiry</u>	<u>Stéphane</u>	_____
6. <u>Menoud-Baldi</u>	<u>Luana</u>	_____
7. <u>Glasson</u>	<u>Benoît</u>	_____
8. <u>Riedo</u>	<u>Bruno</u>	_____
9. <u>Beaud</u>	<u>Catherine</u>	_____
10. <u>Freiburghaus</u>	<u>Andreas</u>	_____

Mandat (art.79s. LGC)

Cosignataires:

	Nom	Prénom	Signature
1.	_____	_____	_____
2.	_____	_____	_____
3.	_____	_____	_____
4.	_____	_____	_____
5.	_____	_____	_____
6.	_____	_____	_____
7.	_____	_____	_____
8.	_____	_____	_____
9.	_____	_____	_____
10.	_____	_____	_____
11.	_____	_____	_____
12.	_____	_____	_____
13.	_____	_____	_____
14.	_____	_____	_____
15.	_____	_____	_____

Mandat (art.79s. LGC)

16.	_____	_____	_____
17.	_____	_____	_____
18.	_____	_____	_____
19.	_____	_____	_____
20.	_____	_____	_____
21.	_____	_____	_____
22.	_____	_____	_____
23.	_____	_____	_____
24.	_____	_____	_____
25.	_____	_____	_____
26.	_____	_____	_____

—

S'il y a plus de cosignataires, veuillez utiliser un formulaire supplémentaire. Merci.